

« Radicalisme » dans la fonction publique : nos députés n'arrêtent pas de découvrir l'eau chaude !

écrit par Antiislam | 26 juin 2019



De France Info :

RATP, clubs sportifs, prisons... Un rapport parlementaire alerte sur la radicalisation dans les services publics

Le texte alerte également sur la situation au sein du groupe Aéroports de Paris.

Deux députés, Éric Diard (Les Républicains) et Éric Poulliat (La République en marche), publient mercredi 26 juin un rapport parlementaire sur la radicalisation, notamment islamiste, dans les services publics.

Ils préconisent de multiplier les enquêtes administratives, notamment dans le recrutement des encadrants sportifs, a appris franceinfo.

Les deux députés, après une longue enquête et plus de 50 auditions, tirent la sonnette d'alarme en ce qui concerne les prisons, surpeuplées, où par exemple la question des femmes radicalisées n'est pas prise en compte.

Selon eux, il n'y a pas de quartier étanche pour ces détenues.

Par ailleurs, ils constatent que des gardiens peuvent être exposés.

Les syndicats s'inquiètent d'ailleurs d'une inquiétante baisse d'exigence dans le recrutement.

Des salles interdites aux femmes

Éric Diard et Éric Poulliat pointent également le risque de radicalisation dans certaines fédérations sportives, notamment dans les sports de combat. « *Certaines associations sportives se communautarisent* », écrivent-ils.

Il ne serait pas rare de voir des prières collectives dans les vestiaires, des salles interdites aux femmes, ou même des calendriers de compétition adaptés aux fêtes religieuses.

Les députés dénoncent un certain déni des pouvoirs publics.

Ils préconisent donc de multiplier les enquêtes administratives, réalisées par le Sneas (Service national des enquêtes administratives de sécurité) au moment du recrutement ou de la mobilité d'agents publics sur des emplois sensibles. Selon eux, « *un accroissement de son champ de compétence et de ses moyens humains et juridiques apparaît nécessaire.* »

Les universités pas épargnées

Les deux députés pointent également les risques de radicalisation dans les transports.

Ils citent par exemple des agents de maintenance de la RATP

recrutés sans enquête préalable ou des salariés du groupe Aéroports de Paris suivis pour radicalisation, mais titulaires d'un badge leur donnant accès à des zones réservées des aéroports franciliens.

NDLR : Pour la RATP tout a été dit depuis un moment :

<https://livre.fnac.com/mp27299521/Mahomet-au-volant-la-charia-au-tournant>

Enfin, les universités sont, selon les députés, poreuses au phénomène de radicalisation.

Ils préconisent donc « *la nomination d'un référent radicalisation et la création d'un comité de sûreté dans chaque université, comme cela s'est fait par exemple à Toulon.* »

En revanche, les forces de sécurité (gendarmerie, police, armée), la justice, ou encore l'Éducation nationale sont plutôt épargnés par ces risques de radicalisation, notamment grâce à des politiques efficaces de prévention et de détection.

https://www.francetvinfo.fr/france/ratp-clubs-sportifs-prisons-un-rapport-parlementaire-pointe-alerte-sur-la-radicalisation-dans-les-services-publics_3507345.html

Bref encore et toujours des emplâtres sur des jambes de bois.

Ces députés sont corresponsables de la situation dans laquelle est plongée la France depuis 40 ans.

« On ne résout pas les problèmes avec ceux qui les ont créés » a dit à peu près Einstein.

L'expression la plus claire du fait que les politiques ne veulent, en réalité, rien faire est la politique d'immigration folle que l'abominable Macron poursuit et amplifie.

Quand la salle de bain est inondée on commence par couper l'arrivée d'eau ...

Ceux qui ont les yeux en face des trous savent bien que les mesurettes préconisées par ces députés ne changeront rien au problème.

La solution, de plus en plus difficile à mesure que le temps passe, résidera dans la prise de mesures radicales à la hauteur de la radicalisation des musulmans.

Nous les connaissons tous : il y a des dizaines de telles mesures de salut public à prendre d'urgence pour restaurer la France indivisible et républicaine.